



GROUPE DE SUIVI BUDGETAIRE

MALI

**DEBAT PUBLIC SUR LE RAPPORT D'ANALYSE DU BUDGET PRIMITIF
2017 DE LA COMMUNE RURALE DE KOUMANTOU**

Koumantou, le 08 Décembre 2018

INTRODUCTION :

Le Groupe de Suivi Budgétaire, à travers l'Ambassade Danoise, soucieux d donner plus de souffle à la Décentralisation au Mali, s'est engagé dans un vaste chantier visant à établir un climat de confiance entre les décideurs politiques et leur population dans la gestion des affaires publiques des collectivités territoriales.

C'est pourquoi, depuis 2016, il a initié des formations à l'intention des responsables de l'Administration Centrale et des élus communaux.

Poursuivant son action, elle a étendu en 2017 son intervention aux organisations de la société civile, acteurs incontournables de la décentralisation et jusque là négligés sinon méconnus par les élus.

L'intérêt de la démarche est d'apprendre aux acteurs de la décentralisation leurs rôles et responsabilités et de cerner de prêt le processus budgétaire.

C'est dans cette optique qu'en 2017, les capacités des organisations de la société civile ont été renforcées.

C'est le lieu de les remercier pour leurs apports inestimables dans la recherche de solutions aux préoccupations légitimes et profondes des collectivités.

I. CONTEXTE :

Il n'est un secret pour personne que la mauvaise gouvernance est la principale plaie de la gestion des affaires publiques au Mali.

Ce mal dominant et sur toutes les lèvres ne peut être résolu que si les décideurs se soucient de leur population.

Un penseur disait ; « Les dirigeants africains ne savent pas où se trouvent leurs peuples ». Cette assertion est d'autant plus vraie que les organisations de la société civile s'intéressent très peu à la vie politique.

Il est donc temps que tous se donnent la main pour briser le fossé entre ces décideurs et leur population.

Conscient et soucieux de l'avenir et du devenir du Mali, le partenaire se veut de servir de premier exemple pratique pour, à défaut de pouvoir résoudre en entier ce problème récurrent, poser les jalons aidant à se frayer le chemin d'une sortie de cette impasse.

Le présent débat vise à partager le rapport de suivi et d'analyse du budget 2017 de la commune de Koumantou avec la population.

II. OBJECTIFS DES DEBATS PUBLICS :

Les débats publics visent à :

- Instaurer un espace d'échanges entre les élus et la population en vue de l'amélioration de la gouvernance locale ;
- Favoriser la culture du civisme et de la citoyenneté ;
- Donner une nouvelle dynamique aux organisations de la société civile

III. DEROULEMENT DES DEBATS :

Le samedi huit décembre deux mille dix-huit à la mairie de Koumantou s'est tenu le débat public sur le rapport d'analyse du budget 2017 de la commune de Koumantou, sous la présidence de Monsieur le Maire Sidy S COULIBALY, en présence de Monsieur Arouna BERTHE. Sous-préfet de l'Arrondissement.

Intervention du représentant des chefs de village

Le représentant des chefs de village, Monsieur Amidou KONE, chef de village de Koumantou a, dans son intervention souhaite la bienvenue aux participants et les a exhortés à une participation active et constructive aux débats.

Intervention du Maire

A 09 heures, le Maire ouvre la séance par la salutation d'usage à l'endroit des participants, renouvelle ses sincères et vifs remerciements à l'Ambassade Danoise et au Groupe de Suivi Budgétaire par le bonheur desquels les représentants de l'Etat, les élus communaux et la société civile ont commencé à s'approprier les budgets des communes à travers le renforcement de leurs capacités. Cet exercice qui est à sa troisième année, mérite d'être poursuivi en raison de son impact socio-économique,

Intervention du Sous-préfet

Le Sous-Préfet se dit très réconforté par la présence des partenaires techniques et financiers dans la commune et surtout réconforté par l'intervention de l'Ambassade Danoise à travers le Groupe de Suivi Budgétaire dont les acquis ne sont plus à démontrer.

Ces actions ont permis d'ébranler non seulement la frontière entre les services étatiques et la collectivité mais aussi d'ouvrir la porte à la transparence pour la gouvernance locale.

Pour sa part, il a rassuré les collectivités de son entière disponibilité à l'accompagner dans toutes ses actions de développement.

Il a enfin invité le partenaire à poursuivre ses efforts pour la responsabilisation des élus en général et des OSC en particulier.

1- Débats proprement dits :

Ils ont consisté à la présentation du rapport d'analyse du budget 2017 aux participants.

Monsieur Sekou SIDIBE ; rapporteur désigné par les membres des OSC a présenté le travail suivant le canevas ci-après : explications, commentaires, questions et réponses relatifs aux points suivants :

- ✚ Les objectifs de l'analyse budgétaire ;
- ✚ Approche méthodologique adoptée ;
- ✚ Les difficultés rencontrées ;
- ✚ Analyse des données collectées ;
- ✚ Les recommandations ;
- ✚ Les leçons apprises.

IV. QUESTIONS CLES:

Elles s'articulent sur un certain nombre de points qu'il convient de souligner avec un intérêt particulier.

Il s'agit de :

- L'absence de suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'analyse budgétaire de l'exercice 2016 par la collectivité.
- L'insuffisance de mobilisation des ressources internes de la collectivité.
- La faible implication des OSC dans le processus d'élaboration des budgets ;
- L'incivisme naissant de la population dû au comportement électoraliste des élus.
- L'absence de stratégies fiables de recouvrement des ressources internes de la commune.

V. ENGAGEMENTS :

En vue de renforcer la participation des OSC dans le processus budgétaire et améliorer les taux de recouvrement des ressources internes prévues, des engagements ont été pris:

5.1 . Autorités :

5.1.1. Elus :

- Les élus s'engagent à faire la restitution publique régulière des comptes administratifs approuvés.
- Multiplier les canaux d'information et de sensibilisation des OSC et de la population ;
- Mobiliser les ressources internes (impôts et taxes) de la commune en s'appuyant sur la communication ; la sensibilisation et d'information et la forte implication des OSC dans l'identification et la fixation des taxes locales.

5.1.2. Sous-préfecture/Services techniques :

- Accompagner la mairie à travers l'appui/conseils et assurer la mise à disposition des services techniques pour toutes les questions d'intérêt collectif.
- Appuyer techniquement la mairie pour la relance du cadre légal dit de comité communal d'orientation de coordination et de suivi des actions de développement (CCOCSAD).

5.2 . Population

5.2.1. Chefs de villages :

- Décritant toujours le comportement électoraliste des élus ; les chefs de village se disent prêts à soutenir le conseil communal dans la mobilisation des ressources, principalement celles liées aux équipements marchands.
- S'impliquer davantage pour la sensibilisation et la mobilisation des ressources afin de redorer le blason de la commune ; reconnue jadis pour sa citoyenneté et son civisme.

5.2.2. Organisations de la Société Civile :

- Afin de répondre aux attentes de ses membres et de se faire entendre par les autorités communales ; elle s'est engagée à mieux s'organiser en se donnant une vie juridique par la recherche d'un récépissé.
- S'intéresse à la gestion des affaires publiques.
- Aider la collectivité à identifier tous les secteurs d'activités en relation avec la société civile.

5.2.3. Grand public :

- Ayant désormais compris que le fonctionnement de la collectivité nécessite la participation de tous, il s'est engagé à apporter sa pierre à l'édifice de la commune en s'acquittant correctement de ses obligations civiques ;
- Collaborer avec les élus, notamment en traitant avec eux toutes questions relatives au développement de la commune ;
- Etre plus regardant sur la gestion des deniers publics.

VI. RECOMMANDATIONS :

Pour les élus communaux :

1- Pour mener à bien les affaires de la commune, il convient que les élus de s'assument en prenant des décisions responsables ;

2- Le respect des principes de la légalité s'impose aux élus afin d'éviter des comportements partisans et électoralistes ;

3- L'information, la sensibilisation et la communication étant le socle du développement de toute société humaine, il serait souhaité que les élus en prévalent pour limiter les suspicions et les méfiances.

Pour les Organisations de la Société Civile (OSC) :

L'atteinte des objectifs assignés par le GSC ne sera une réalité que lorsque les élus acceptent de :

1-Restituer sa gestion au plus grand nombre ; ce qui permettra de limiter les critiques nées de la méfiance et la suspicion entre les élus et les OSC.

2- Considérer les OSC par les élus ; ce qui les amènera à s'affirmer et à faire valoir leurs avis.

3-Accentuer la sensibilisation entre les membres de la société civile afin de faciliter l'adhésion d'autres intervenants de la société civile jusque là négligés dans le processus.

4-Instaurer les bases de la collégialité entre les membres de la société civile afin de pouvoir coordonner leurs activités avec la collectivité.

Pour le Groupe de Suivi-Budgétaire

De tout ce qui précède, il ressort qu'il ya un besoin pressant de formation des OSC, axé sur leurs rôles et responsabilités et leurs rapports avec les élus.

Ainsi pour parvenir à ce résultat, une identification exhaustive des OSC doit être faite.

La recherche de récépissé pour les OSC nécessite également une organisation stricte de la structure et l'adhésion de ses membres aux idéaux de la collectivité.

Conclusion :

Les assises du débat public sur le rapport de suivi budgétaire 2017 se sont déroulées dans de meilleures conditions.

Elles ont servi de plateau d'expression pour le grand public en général et les OSC en particulier.

Les participants se sont félicités de la démarche entreprise, ayant permis de mieux cerner les contours du processus budgétaire.

Ils ont souhaité qu'à l'avenir que de telles assises soient organisées sur toutes les questions relatives à la vie de la commune.

Monsieur le Maire a réitéré ses remerciements à l'Ambassade Danoise et au Groupe de Suivi Budgétaire pour leurs efforts techniques et financiers pour l'organisation de ce débat.

Le Sous-préfet pour sa part a mis l'accent sur le climat de collaboration franche et sincère entre tous les acteurs communaux, tout en s'appuyant sur le redoublement des actions du partenaire à poursuivre son accompagnement auprès de la collectivité pour le bien être de tous ;

Il a enfin souhaité bon retour à tous dans leurs foyers respectifs à 15 heures 10 minutes.

Décembre 2018

